

Des policiers en renfort des contrôleurs SNCF. C'est la désagréable surprise vécue hier en Ile-de-France par de nombreux voyageurs de la gare des Chantiers à Versailles (Yvelines). Peut-être excédée par la révolte des usagers qui, après les TGV, a gagné les TER, la SNCF a durci le ton contre ces passagers de la ligne Paris-Montparnasse - Rambouillet - Chartres — la deuxième ligne TER de France avec 30000 voyageurs — qui refusent de présenter leurs titres de transport pour protester contre les retards et les suppressions de trains à répétition.

Depuis jeudi soir, les contrôles se sont multipliés, avec le renfort de la police ferroviaire (service de sécurité interne à la SNCF). Drôle d'ambiance, donc, à la descente du train, comme l'explique cette dame d'un certain âge :

« Etre attendu par la police sur le quai de la

gare, cela fait froid dans le dos, non? Moi, cela me rappelle une autre époque... » Effectivement, « hier matin, à la gare de Versailles-Chantiers, tous les voyageurs ont été contrôlés en présence de policiers. Les contrôleurs SNCF étaient dans les escaliers entre les quais, accompagnés de policiers », témoigne Jean-Roger Condat, vice-président de l'Association de défense des clients et usagers de la ligne Paris-Chartres-Nogent-Le Mans (ADULPCM).

« La SNCF se livre à un double jeu. D'un côté, elle joue la concertation, de l'autre, elle tente de dissuader les voyageurs de faire grève, quitte à se faire épauler par la police. Les cheminots ont le droit de faire grève mais pas nous. La SNCF a décidé de jouer la provocation. » Et ce alors que la ligne Paris-Montparnasse - Rambouillet - Chartres figure parmi les douze lignes déclarées « malades » par Guillaume Pepy, le PDG de la SNCF. En décembre, seuls 36% des trains y étaient ponctuels aux heures de pointe, soit un total de 224 heures de retard cumulées en un mois. Du coup, l'association va rompre toute discussion avec la SNCF « tant qu'elle voudra casser ce mouvement pacifique en ayant recours à la police ».

« La SNCF ne veut pas que ce mouvement prenne de l'ampleur », analyse Jean-Claude Delarue, président de la Fédération nationale des usagers des transports et des services publics.

« Elle donne la priorité à son tiroir-caisse que sont les TGV au détriment des TER ou des transports de banlieue. » Pour la SNCF, ces contrôles avec l'aide de la police « n'ont rien à voir avec le mouvement des usagers. Ils étaient planifiés de longue date ».